

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de service

Accord-cadre relatif aux prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que la fourniture des consommables sanitaires et l'évacuation des déchets de l'Ifremer

N° 241000273

PROCEDURE :

Appel d'offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-1 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**IFREMER
Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte-Anne
29280 Plouzané**

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Cotraitance.....	5
1.3. Sous-traitance.....	5
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	6
3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	7
4. DECOMPOSITION DU MARCHE.....	7
4.1. Allotissements	7
4.2. Bons de commande.....	7
4.1.1. Passation des Bons de commande – généralité	7
4.1.2. Contenu des Bons de commande	8
4.1.3. Passation des Bons de commande.....	8
4.3. Prestations sur devis.....	8
5. OBLIGATION DE RESULTAT	8
6. CLAUSE DE REEXAMEN	9
6.1. Evolution de sites et de la surface des sites	9
6.2. Modification des délais d'exécution – prestations ponctuelle	9
6.3. Ajout de prestation au Bordereau des prix unitaires	10
6.4. Modification du plafond de la clause butoir	10
7. SUIVI DU MARCHE.....	11
7.1. Représentant du titulaire.....	11
7.2. Représentant Ifremer.....	11
7.3. Ordre de service	11
7.4. Réunions	11
7.5. Plan de progrès.....	11
8. PRIX DU MARCHE	12
8.1. Contenu des prix	12
8.2. Type de prix	12
8.3. Date d'établissement des prix	12
8.4. Variation dans les prix.....	12
8.5. Clause butoir.....	13

9. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	13
9.1. Avance.....	13
9.2. Règlement des prestations	13
9.3. Délai global de paiement.....	14
9.4. Présentation des demandes de paiement.....	14
10. MODALITES D'EXECUTION	15
10.1. Accès aux locaux.....	15
10.2. Encadrement sur site	15
10.3. Modalité de reprise du personnel	16
10.4. Contrôle des prestations forfaitaire	16
10.3.1. Contrôle contradictoire	16
10.3.2. Contrôle inopiné	17
10.5. Gestion des absences	17
10.6. Matériels et produits.....	18
10.7. Confidentialité.....	18
10.8. Clause environnementale	18
11. PENALITE	19
11.1. Dispositions générales.....	19
11.2. Pénalités de retard.....	19
11.3. Pénalité pour défaut de réalisation – prestation forfaitaire	19
11.3.1. Pénalité – contrôle contradictoire	19
11.3.2. Pénalité – contrôle inopiné	20
11.4. Autres pénalités.....	20
12. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION	23
12.1.1. Prestations forfaitaires.....	23
12.1.2. Prestations ponctuelles	23
13. TRANSFERT DE PROPRIETE	24
14. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES	24
14.1. Avenant modificatif	24
14.2. Prestations supplémentaires	24
14.3. L'avenant de transfert	24
15. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE	24
16. RESILIATION.....	25

17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE	25
18. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	26
19. REGLEMENT DES LITIGES	26
20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	26

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que la fourniture des consommables sanitaires et l'évacuation des déchets de l'Ifremer.

Les caractéristiques des prestations sont détaillées dans le CCTP commun et les CCTP spécifique à chaque lot.

1.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C. Dans les conditions susvisées, le sous-traitant sera payé directement par l'Ifremer ou par EDF.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée par l'Ifremer et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Les pièces suivantes doivent être présentées au titre de toute déclaration de sous-traitance :

- Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, disponible ci-joint)
- Déclaration de candidature relatif à la capacité économique, financière et technique du sous-traitant (formulaire DC2, disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cette déclaration doit notamment comporter les informations suivantes :

- chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices disponibles et la part du chiffre d'affaires concernant les prestations du même type que l'objet du marché,
- les moyens généraux de l'entreprise en personnel et matériel,
- une liste de références similaires des prestations réalisées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date ainsi que l'identité de la

personne publique ou privée pour le compte de laquelle les prestations ont été réalisées ;

- Déclaration sur l'honneur ;
- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité sociale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le sous-traitant fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Justificatif de l'habilitation du signataire à engager la société.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières commun à tous les lots (CCTP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulière (CCTP) spécifique à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 24 mois ferme. Le marché est reconductible tacitement. Le nombre de reconduction est limité à 2 avec une durée de 12 mois par période de reconduction, sans que la durée totale du marché (reconduction comprise) ne puisse excéder 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut par décision expresse décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché, la décision de non reconduction du contrat.

4. DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1. Allotissements

Le présent marché est décomposé en lots distincts désignés ci-après :

- LOT 01 : Site de BOULOGNE-SUR-MER
- LOT 02 : Site de PORT-EN-BESSIN
- LOT 03 : Site de PLOUZANE-ARGENTON-CONCARNEAU-LORIENT
- LOT 04 : Site de SETE
- LOT 05 : Site de PALAVAS LES FLOTS
- LOT 06 : Site de LA SEYNE SUR MER
- LOT 07 : Site de NANTES
- LOT 08 : Site de BOUIN
- LOT 09 : Site de LA TREMBLADE
- LOT 10 : Site d'ARCACHON

4.2. Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-2 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

4.1.1. Passation des Bons de commande – généralité

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les commandes émises avant le dernier jour de validité du marché sont menées à leur terme et continuent de produire leur effet au-delà de la période de validité de l'accord-cadre.

4.1.2. Contenu des Bons de commande

Le pouvoir adjudicateur peut commander les différents postes indiqués au Bordereau des prix unitaire (BPU) de chaque lot.

4.1.3. Passation des Bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courrier ou courriel avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie. Les bons de commande sont renvoyés signés à l'Ifremer par le titulaire. Aucune quantité minimale ou maximale ne peut être imposée par le titulaire.

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'objet de la prestation,
- Les modalités particulières d'intervention le cas échéant,
- Le délai d'exécution du bon de commande
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU,
- Le montant total HT et TTC,
- Les livrables attendus le cas échéant.

4.3. Prestations sur devis

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, en cas de nécessité l'Ifremer se réserve le droit de commander sur devis des prestations supplémentaires.

Lorsque les prestations ne sont pas prévues par le bordereau des prix unitaires (BPU), l'Ifremer demande préalablement un devis au titulaire. Le devis est adressé dans un délai de 15 jours calendaires au représentant de l'Ifremer. Le cas échéant, l'Ifremer indique le délai de remise du devis dans sa demande.

Le devis mentionne le délai d'exécution des prestations, un descriptif détaillé des prestations à réaliser et des modalités d'exécution. Le devis indique les quantités et les prix unitaires correspondants. L'émission d'un bon de commande vaut acceptation du devis par l'Ifremer.

La présente clause est mise en œuvre dans le respect de la nature globale du marché et du montant maximum du marché.

5. OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire s'engage à une obligation de résultat et assure la pleine et entière responsabilité de la conformité des prestations objet du marché.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission. Il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de

description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement. A ce titre, il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires, de mobiliser toutes les ressources requises pour accomplir le présent marché et de demander au Pouvoir Adjudicateur toutes les informations dont il a besoin pour satisfaire à l'obligation de résultat qui lui incombe.

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché des intervenants en nombre suffisant et disposant des compétences nécessaires pour que les objectifs contractuels soient atteints et les délais contractuels respectés.

6. CLAUSE DE REEXAMEN

Les parties envisagent de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les modifications ne pourront pas porter atteinte à la nature globale du marché et aux principes de la commande publique.

6.1. Evolution de sites et de la surface des sites

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- Modification du montant des prestations forfaitaires.

L'Ifremer informe le titulaire de toutes modifications des sites d'interventions (suppression/ajout) ainsi que toutes évolutions des surfaces à traiter. En cas d'impact sur le montant annuel forfaitaire, les parties pourront, d'un commun accord, réexaminer le montant du forfait annuel. La modification est conclue par avenant. Par principe, le nouveau tarif annuel s'applique sur la facture mensuelle qui suit la date de notification de l'avenant. Le cas échéant, les parties peuvent décider d'un commun accord la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif. En cas de désaccord, l'Ifremer fixe unilatéralement la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif.

6.2. Modification des délais d'exécution – prestations ponctuelle

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- La modification des délais d'exécution indiqués par un bon de commande ou un devis.

En cas de survenance de difficulté rendant impossible le respect des délais d'exécution, le titulaire pourra adresser une demande de modification des délais d'exécution. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les causes faisant obstacles au respect des délais contractuels. Il dispose, à cet effet, d'un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à cinq (5) jours. A cette occasion, il indique la prolongation sollicitée. Les parties pourront organiser une réunion afin d'examiner conjointement la

situation. A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation sera notifiée par ordre de service au titulaire. Le ou les délais prolongés remplacent les délais indiqués par le ou les bons de commande correspondants ou par le CCTP.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais fixés par le ou les bons de commandes correspondants, sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

L'Ifremer se réserve le droit de prolonger les délais d'exécution par ordre de service. Au préalable, les parties pourront examiner conjointement la prolongation nécessaire à la bonne exécution des prestations.

6.3. Ajout de prestation au Bordereau des prix unitaires

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- L'ajout de fourniture aux Bordereau des prix unitaires (BPU),
- L'ajout de coût horaires au Bordereau des prix unitaires (BPU),
- L'ajout de prestation au Bordereau des prix unitaires (BPU).

D'un commun accord, les parties peuvent ajouter des prestations au bordereau des prix unitaires initiales. Le titulaire transmet le prix de la prestation et le cas échéant le délai de réalisation. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations. En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par ordre de service, le Bordereau des prix unitaires modifié au titulaire. Le cas échéant, les prix ajoutés sont révisables selon les conditions précisées à l'article 6.4 du présent CCAP.

6.4. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir.

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tous moyens permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée ci-dessus. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer.

7. SUIVI DU MARCHÉ

7.1. Représentant du titulaire

Conformément à l'article 10.2 du CCTP, dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier dans un délai d'un jour ouvrable au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique. A défaut de transmission dans le délai indiqué, le titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 11.4.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

7.3. Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion. A défaut d'observation dans le délai indiqué, les prescriptions du bon de commande sont réputées être acceptées.

7.4. Réunions

Les différentes réunions réalisées au cours de l'exécution sont indiquées dans le CCTP.

Des réunions de suivi supplémentaire pourront être organisées entre l'Ifremer et le titulaire. Ces réunions ne pourront faire l'objet de facturations supplémentaires à l'Ifremer.

La présence du titulaire est obligatoire. A défaut, le titulaire s'expose à la pénalité prévue à l'article 11.4 du présent CCAP.

7.5. Plan de progrès

Conformément à l'article 10.4 du CCTP commun, le titulaire propose chaque année un plan de progrès au plus tard 10 jours ouvrables avant la date du comité de pilotage choisi pour la présentation. A défaut, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité prévue à l'article 11.4 du CCAP.

8. PRIX DU MARCHÉ

8.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCTP.

Les prix comprennent les éléments suivants :

- La main d'œuvre,
- Les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations,
- Les frais de logistique,

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont : unitaires et forfaitaires.

8.3. Date d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

8.4. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pendant une durée de 12 mois à compter de la date de notification du marché. Ils sont ensuite révisés à chaque date anniversaire du marché, selon la formule de révision suivante :

$$P = P0 * (In/Io)$$

Dans laquelle :

- P est la valeur mise à jour du Prix P0
- P0 est le prix d'origine à mettre à jour
- Index n : valeur de l'indice au moment de la révision, soit l'indice du mois de révision.
- Index o : valeur de l'indice paru le mois de remise des offres.

Indice applicable à la révision des prix :

- Index Propreté— base 100 au 1^{er} janvier 2022 – accessible à l'adresse suivante : <https://index-proprete.fr/#index>

Le titulaire adresse par courriel (cellule.marche@ifremer.fr) **au minimum 21 jours calendaire avant la date de la révision de prix (soit la date anniversaire du marché)**, le détail des prix

révisés. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de la révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer dispose d'un délai de 21 calendaires jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci.

En tout hypothèse, la révision du prix s'applique au forfait annuel commandée chaque année. Concernant les prestations ponctuelles, les nouveaux prix entrent en vigueur après notification, par ordre de service, du Bordereau des prix unitaire révisé (BPU) au titulaire.

Pour la révision, seront appliqués les derniers indices connus et publiés à la date de la révision, soit la date anniversaire du marché. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

8.5. Clause butoir

Le prix des prestations unitaire et forfaitaire ne pourront pas augmenter, sous l'effet de la clause de révision de prix, **de plus de 3% par an**.

9. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

9.1. Avance

L'avance est versée pour chaque bon de commande remplissant les conditions fixées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique :

- Bon de commande supérieur à 50 000€,
- Délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande considéré. Cette avance est calculée sur la base du montant du bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

9.2. Règlement des prestations

Le règlement des prestations intervient après service fait selon les modalités définies ci-dessous.

Le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 11 ci-après pourront être déduites du montant à facturer.

Prix forfaitaires

Les prestations à prix global et forfaitaire seront réglées par acompte mensuel. Le montant à facturer correspond au douzième du prix forfaitaire annuel indiqué dans l'annexe financière. Les prestations sont réglées après service fait.

Le dernier paiement mensuel du forfait constitue un paiement définitif non susceptible d'être remis en cause.

Prix unitaires

Les prestations à prix unitaires font l'objet d'un règlement pour chaque bon de commande. Le règlement intervient après service fait.

Le paiement constitue un paiement définitif non susceptible d'être remis en cause.

9.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

9.4. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN

N° Facture
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

10. MODALITES D'EXECUTION

10.1.Accès aux locaux

Les lieux d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCTP.

Il est remis aux agents du Titulaire, à leur arrivée sur les différents sites, les clés, badges ou codes nécessaires pour leur permettre d'effectuer leurs prestations.

Le Titulaire est responsable de l'utilisation des clés et badges remis à son personnel et de leur garde. Les clés et badges sont restitués à tout moment sur simple demande de l'Ifremer. Le cas échéant, l'Ifremer indique dans sa demande le délai maximum de remise des moyens d'accès. A défaut de restitution dans le délai indiqué, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer la pénalité prévue à l'article 11.4.

L'absence de restitution peut également donner lieu à poursuites et à rupture du marché.

Toute copie des badges ou clés est interdite et peut donner lieu à poursuites et à rupture du marché. Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement à l'Ifremer toute perte de clé.

Les personnels d'intervention doivent être obligatoirement dotés de badge nominatifs, à défaut le titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 11.4.

Le présent article complète l'article 6.1.2 du CCTP.

10.2.Encadrement sur site

Le titulaire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la bonne tenue de son personnel. Il doit exiger de son personnel d'intervention une attention particulière et permanente aux conditions à respecter afin que soit assuré la bonne exécution du marché et

la sécurité sous tous ses aspects. Conformément à l'article 8.1.1, le chef d'équipe est responsable de l'encadrement local et de la discipline du personnel. En cas de changement du chef d'équipe, le titulaire en informe l'Ifremer dans un délai de 1 jour ouvrable. A défaut de transmission dans le délai indiqué, le titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 11.4.

L'Ifremer se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

En cas de manquement constaté aux obligations du présent articles le titulaire s'expose à des pénalités et à la rupture du marché.

10.3. Modalité de reprise du personnel

Conformément à l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de Travail du personnel en cas de changement de prestataire, le titulaire est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution du marché précédent.

Le titulaire remet à l'Ifremer six mois avant l'expiration du marché, ou sur demande de l'Ifremer en cas de non renouvellement et/ou de résiliation anticipée, toutes les informations relatives à la masse salariale du personnel affecté à son exécution et potentiellement concerné par l'obligation de reprise. La non-communication de ces informations entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 11. En cas de demande expresse de l'Ifremer, le titulaire fournit dans un délai de 10 jours ouvrables, à compter de la notification de la demande, les informations relatives à la reprise du personnel.

Outre les conventions collectives ou accords collectifs applicables, le nombre de salariés et le nombre d'équivalents temps plein, ces informations doivent comprendre, pour chaque membre du personnel concerné et de façon non nominative : la tâche assurée par l'agent, le montant total de sa rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises), les avantages dont il dispose (dont primes, treizième mois, etc...), la nature du contrat de Travail, son expérience, son ancienneté (temps d'affectation sur le service) et le niveau de qualification professionnelle.

10.4. Contrôle des prestations forfaitaire

10.3.1. Contrôle contradictoire

L'Ifremer mène les opérations de contrôle selon les modalités de l'article **5.2 et 5.3 du CCTP**.

Le contrôle qualité contradictoire est réalisé à partir du référentiel de contrôle qualité prévue à l'annexe 3 du présent CCTP. Cette grille comprend un système de notation à 3 niveaux (Satisfaisant, Non satisfaisant, Non applicable) pour chacune des prestations de chacune des zones. Ces prestations ont un coefficient de pondération afin de prendre en compte la plus ou moins grande importance du nettoyage.

Le contrôle est réalisé sur une zone (bâtiment, étage, etc...) ou un site. Le taux de qualité du site et/ou de la zone correspond à la note consolidée des évaluations faites sur chaque prestation dans chaque zone, en prenant en compte le coefficient de pondération. Les prestations qui, lors du contrôle, sont notées « non applicable », ne sont pas prises en compte dans le calcul du taux de qualité.

L'Ifremer se réserve le droit de modifier le référentiel qualité au cours de l'exécution des prestations, notamment les zones ou les coefficients de pondération.

Le seuil d'acceptabilité auquel est comparée la note du contrôle est fixé à 90 %.

- En cas note inférieure à ce seuil, l'Ifremer laisse un délai de 24h (hors jour férié, samedi ou dimanche), à compter de l'heure du contrôle contradictoire, au titulaire pour reprendre les prestations. Le cas échéant, l'Ifremer se réserve le droit de laisser un délai supérieur à 24h au titulaire. Dans ce cas, l'Ifremer notifie par écrit le délai applicable.
- A noter, si les prestations ne peuvent manifestement pas faire l'objet d'une reprise, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer de plein droit les pénalités prévues à l'article 11.3.1 du CCAP.

Au terme du délai de 24h, le pouvoir adjudicateur réalise un nouveau contrôle contradictoire (art. 5.3 CCTP). A défaut de réalisation ou de réalisation partielle des prestations, l'Ifremer applique **les pénalités prévues à l'article 11.3.1.**

En cas d'absence de représentant habilité du titulaire au contrôle qualité, l'Ifremer applique la **pénalité prévue à l'article 11.4.**

10.3.2. Contrôle inopiné

L'Ifremer procède à des contrôles inopinés selon les modalités indiquées à l'article 5.5 du CCTP. La mauvaise exécution des prestations peut être rapportée par tous moyen et type de preuve (photo, vidéo...).

- L'Ifremer notifie au titulaire, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, la prestation devant faire l'objet d'une reprise. A compter de cette notification, le titulaire dispose d'un délai de 24h (hors jour férié, samedi ou dimanche) pour mettre en place une action corrective. Le cas échéant, l'Ifremer se réserve le droit de laisser un délai supérieur à 24h au titulaire. Dans ce cas, l'Ifremer notifie par écrit le délai applicable.
- A noter, si la prestation ne peut manifestement pas faire l'objet d'une reprise, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer de plein droit les pénalités prévues à l'article 11.3 du CCAP.

Au terme du délai de 24h, le pouvoir adjudicateur réalise un contrôle (art. 5.5 CCTP).

A défaut de réalisation ou de réalisation partielle des prestations, l'Ifremer applique **les pénalités prévues à l'article 11.3.2.**

10.5. Gestion des absences

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour pallier les absences de ses agents et assurer la bonne réalisation des prestations. Le candidat indique dans son offre les délais de remplacement du chef d'équipe et des agents.

En cas d'arrêt de travail pour des faits de grèves des salariés, le titulaire sera tenu d'effectuer intégralement les prestations dès le deuxième jour suivant la date d'arrêt de travail. Le premier jour le titulaire doit assurer dans tous les cas un service minimum de nettoyage acceptable et indispensable au maintien de l'hygiène et de la sécurité.

10.6. Matériels et produits

Les matériels et produits seront conformes aux exigences du CCTP commun et des CCTP spécifiques.

Sur simple demande verbale, Le titulaire doit présenter les informations indiquées à l'article 7.1 et 7.2 du CCPT. Le cas échéant, l'Ifremer indique un délai de transmission dans sa demande.

Avant l'utilisation d'un nouveau produit, le titulaire fournit l'ensemble des informations indiquées à l'article 7.2 du CCTP. Le pouvoir adjudicateur doit valider par écrit l'utilisation de tous nouveaux produits.

Le titulaire s'engage à fournir, en cas de demande de l'Ifremer, des consommables de composition différente à celle décrite dans son offre. Dans ce cas, les consommables devront être mis en place dans un délai maximum de 1 mois à compter de la demande, sous peine d'application des pénalités, conformément aux dispositions de l'article 11 du Contrat. En cas d'impact financier, les parties pourront conclure un avenant.

10.7. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG/FCS, son personnel et ses éventuels sous-traitants sont tenus à l'obligation de réserve et au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits, informations dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

A ce titre, ils s'interdisent toute communication à des tiers. Ils s'exposent au risque de poursuites pénales en cas de violation de l'obligation de secret et de discrétion à laquelle ils sont formellement et tout particulièrement tenus au titre de ce marché. Le Titulaire reste tenu à son obligation de discrétion à l'issue des relations contractuelles.

L'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques, photocopieurs et télécopieurs, est interdit.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

10.8. Clause environnementale

Dans le cadre du présent marché, l'entreprise attributaire prendra soin de mettre en place des mesures environnementales appropriées pour réduire et valoriser les déchets produits lors du prélèvement, de l'exécution du processus d'analyse des échantillons et des opérations logistiques liées au marché. Tous les déchets produits et qui peuvent être recyclés doivent être collectés et acheminés vers des installations appropriées.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

Le personnel devra être formé à l'utilisation des produits et méthodes respectueux de l'environnement (juste dosage des produits, utilisation de produits prédosés ou de systèmes de dosage automatique...)

Aussi, le titulaire devra privilégier l'utilisation de véhicules propres ou à faibles consommation de CO₂.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent marché.

11. PENALITE

11.1. Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas les 1 000€ pour l'ensemble du marché.

En toute hypothèse, le montant cumulé des pénalités ne peut excéder 25% du montant DQE du marché. L'article 14.1.2 du CCAG/FCS, spécifique aux pénalités de retard, n'est pas applicable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'Ifremer de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En toute hypothèse, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer ou de ne pas appliquer les pénalités indiquées aux articles 11.2, 11.3 et 11.4.

L'article 11 complète l'article 14 du CCAG/FCS.

11.2. Pénalités de retard

Le montant de la pénalité est calculé selon la formule suivante :

En cas de retard par rapport au délai du planning, du bon de commande ou du devis, imputable au titulaire dans l'exécution des prestations, il est appliqué une pénalité calculée comme suit :

$$\text{Pénalité} = (\text{montant du marché en € HT} / 1000) \times \text{nombre de jour ouvré de retard}$$

Cette pénalité est exprimée en € HT.

Les jours fériés, samedi et dimanche ne sont pas décomptés pour le calcul des pénalités.

11.3. Pénalité pour défaut de réalisation – prestation forfaitaire

11.3.1. Pénalité – contrôle contradictoire

Au terme du délai de 24h laissé au titulaire pour mettre en œuvre des actions correctives et lever les réserves (art. 10.3.1 CCAP), l'Ifremer réalise un nouveau contrôle contradictoire sur la base du référentiel contrôle qualité. En cas de non atteinte du seuil d'acceptabilité de 90%, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire graduée en fonction du pourcentage atteint. La non atteinte du seuil d'acceptabilité peut-être démontrée par tous moyens (photo, vidéo...)

Le montant minimum de la pénalité est fixé à 300€ HT. En dessous de 89%, chaque point de pourcentage non atteint est égale une pénalité supplémentaire calculée selon la formule suivante : 1 point de pourcentage non atteint = 2% du montant mensuel en € HT du forfait

Exemple avec les données suivantes :

- Taux de satisfaction du site fixé à 82% à la suite du contrôle contradictoire,
- Forfait mensuel à 5 000€
- 2% de 5 000 = 100€
- 89-82 = 6 points de pourcentage non atteint en dessous de 89%

Pénalité = 300€ + (6*100) = 900€

11.3.2. Pénalité – contrôle inopiné

Au terme du délai de 24h laissé au titulaire pour mettre en œuvre des actions correctives et lever les réserves (art. 10.3.2 CCAP), l'Ifremer réalise un nouveau contrôle afin de vérifier la bonne exécution des prestations.

A défaut de réalisation ou de réalisation partielle des prestations, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire égale à 2% du montant en € HT du forfait mensuel. La mauvaise exécution des prestations peut être rapportée par tous moyen et type de preuve (photo, vidéo...).

La pénalité s'applique cumulativement pour chaque prestation non exécutée.

11.4. Autres pénalités

Par principe les pénalités journalières sont appliquées par jour ouvrable. Les exceptions à cette règle sont indiquées pour chaque pénalités concernées.

Les pénalités font références au CCTP commun à tous les lots.

Désignation	Occurrence	Montant € HT	Précision
Introduction d'un tiers non autorisé/entrée de personnel non habilité	Forfaitaire	800,00€	Pénalité par manquement constaté.
Perte de moyen d'accès	Forfaitaire	200,00€	Pénalité applicable outre le remplacement de la clef/badge
Non-respect du délai de remise des moyens d'accès : badge, clés	Journalière	75,00€	Pénalité applicable par jour calendaire à compter du lendemain de l'expiration du délai de remise indiquer dans la demande de restitution (art. 10.1 CCAP - art. 6.1.2 CCTP).
Absence aux réunions	Forfaitaire	100,00€	Une absence est constatée à compter de 20 minutes de retard à une réunion. Applicable aux réunions en application du CCTP et à toutes

			réunions supplémentaires demandées par l'Ifremer (art. 7.4 CCAP)
Absence de réponse à une demande de devis	Journalière	50,00€	Pénalité applicable à compter du lendemain de l'expiration du délai de remise (art. 4.3 CCAP)
Absence de transmission des informations relatives aux chefs d'équipe et à l'interlocuteur unique en cas de modification de leur situation	Journalière	100,00	Pénalité applicable à compter du lendemain de l'expiration du délai de transmission de ces informations, soit 1 jour ouvrable (art. 7.1 et 10.2 CCAP).
Absence de transmission de document au cours de l'exécution	Journalière	100,00€	<p>Pénalité applicable à compter du lendemain de l'expiration du délai de remise.</p> <p>Pénalité applicable à tous documents demandés par l'Ifremer, notamment les documents indiqués aux articles 7.1 ; 7.2 ; 8.2 ; 10.1.1 ; 10.1.3 ; 10.3 et 10.4 du CCTP et 10.3 du CCAP pour les informations relatives à la reprise du personnel.</p> <p>En l'absence de délai de transmission indiqué au CCTP, le délai indiqué dans la demande de transmission s'applique (art. 7.1 et 7.2 CCTP)</p>
Absence de badge nominatif et de signe distinctif de l'entreprise	Forfaitaire	75,00	Pénalité applicable pour chaque manquement constaté (art. 10.1 CCAP).
Mauvais comportement d'un agent (tenue négligée, état d'ébriété, agressivité...)	Forfaitaire	500,00	Pénalité applicable par manquement constaté (art. 8.4.3 et 8.4.4 CCTP).
Utilisation non autorisée, perte, ou vol d'un équipement	Forfaitaire	400,00€	Pénalité applicable outre le remplacement de l'équipement le cas échéant (Art. 6.1.1 CCTP).
Dégradation suite aux opérations de nettoyage sur un équipement, infrastructure ou bâtiment	Forfaitaire	400,00€	Pénalité applicable par manquement constaté.
Matériel ou produit non conforme aux exigences du marché	Journalière	200,00€	<p>Pénalité par jour calendaire et/ou par infraction constatée (art. 7.1 et 7.2 CCTP).</p> <p>Pénalité également applicable en cas de non présentation avant utilisation des informations indiqués dans les délais indiqués par l'Ifremer, des matériels et/ou produits pour vérification.</p>
Absence de fourniture d'un produit suite à une demande de l'Ifremer	Journalière	50,00	Pénalité par jour de retard au terme du délai d'un mois à compter de la demande de l'Ifremer

Utilisation d'un nouveau produit sans validation préalable de l'Ifremer	Forfaitaire	300,00	Pénalité applicable en cas de non-respect des l'articles 7.2 du CCTP et 10.6 du CCAP.
Non-respect des consignes pour l'acheminement des produits et matériels	Forfaitaire	100,00€	Pénalité applicable par manquement constaté (art. 7.3 CCTP).
Non-respect des consignes pour le stockage des produits et matériels	Journalière	100,00€	Pénalité par jour calendaire et/ou par infraction constatée (art. 7.4 CCTP).
Absence de signalisation des zones présentation un risque pour l'utilisateur	Forfaitaire	100,00€	Pénalité applicable par manquement constaté.
Non extinction des éclairages/fermeture des robinets, fenêtre ou activation du système d'alarme	Forfaitaire	100,00€	Pénalité applicable par manquement constaté (art. 6.1.1 CCTP).
Non-respect des horaires de travail	Forfaitaire	200,00€	Pénalité applicable par manquement constaté (art. 8.3.2 CCTP).
Non-respect des règles relatives à l'évacuation des déchets	Forfaitaire	100,00€	Pénalité applicable par manquement constaté.
Non-respect des règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à l'environnement	Journalière	400,00€	Pénalité par jour calendaire et par infraction constatée.
Non remplacement du chef d'équipe dans le délai indiqué dans l'offre du titulaire	Journalière	250,00€	Pénalité par jour et par infraction constatée (art. 8.1.1 CCTP).
Non-remplacement des agents dans le délai indiqué dans l'offre du titulaire	Journalière	150,00€	Pénalité par jour et par infraction constatée aux dispositions de l'article 8.3.3 du CCTP.
Heures d'insertion non réalisées (uniquement lot concerné)	Heure	40,00€	Pénalité applicable par heure non réalisée.
Indisponibilité d'un équipement inscrit au marché	Journalière	100,00	Pénalité applicable par jour d'indisponibilité conformément au CCTP spécifique de chaque lot.
Rupture de stock d'un consommable	Forfaitaire	100,00	Pénalité applicable à chaque rupture de stock constatée.
Absence d'auto contrôle qualité	Forfaitaire	300,00	Pénalité applicable en cas d'absence d'auto contrôle qualité (art. 5.1 CCTP)

Absence du représentant habilité au contrôle contradictoire	Forfaitaire	300,00	Pénalité applicable par absence constatée (art. 10.3.1 CCAP). Une absence est constatée au bout de 20 minutes de retard à un contrôle.
Non-respect du délai maximal de la reprise des prestations ponctuelle suite à une décision d'ajournement ou à de rejet (art. 12 CCAP)	Journalière	100,00	Pénalité = (montant du bon de commande en € HT / 100) x nombre de jour calendaire de retard Pénalité applicable par jour ouvrable de retard et par réserve non levée.

12. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

Conformément à l'article 27 du CCAG/FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'Ifremer de vérifier que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et a effectué les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

12.1.1. Prestations forfaitaires

La bonne réalisation des prestations forfaitaire est vérifiée sur la base de la présence des personnels sur site. En cas d'absence constatée sur le document de pointage ou par toutes autre moyen, l'Ifremer pourra diminuer le montant mensuel des prestations proportionnellement au nombre de jour d'absence constatée.

Le présent article déroge aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG/FCS.

12.1.2. Prestations ponctuelles

Les opérations de vérification sont réalisées à la suite de l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS la présence d'un représentant du titulaire n'est pas obligatoire.

La bonne réalisation des prestations est vérifiée sur la base du référentiel contrôle qualité adaptée par l'Ifremer pour chaque prestation ponctuelle. Le seuil d'acceptabilité est fixé à 90%. L'Ifremer réalise les opérations de vérification dans un délai de 15 jours calendaire à compter de l'achèvement des prestations. Par dérogation à l'article 28.2 et 30.1 du CCAG/FCS, l'admission tacite ne s'applique pas.

Entre 100% et 90% au contrôle qualité, l'Ifremer prononce les décisions suivantes :

- Une décision d'admission des prestations,
- Une décision d'admission des prestations avec refaction.

En dessous du seuil de 90% au contrôle qualité, l'Ifremer prononce les décisions suivantes :

- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec refaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

En cas de décision d'ajournement ou de rejet des prestation, l'Ifremer indique par écrit un délai maximal de reprise des prestations. A défaut de reprise des prestations (totale ou partielle)

dans le délai mentionnée, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 11.4. L'application des pénalités ne prive pas l'Ifremer du droit de rejeter ou d'ajourner à nouveau les prestations.

Le présent article complète les articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG/FCS.

13. TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété est opéré à la date de fourniture des consommables sur les sites de l'Ifremer.

Le présent article déroge à l'article 31 du CCAG/FCS

14. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

14.1.Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

14.2.Prestations supplémentaires

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

14.3.L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

15. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme des prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initiale.
- La mise en concurrence du marché initiale doit avoir pris en compte le montant total envisagé.

16. RESILIATION

Les dispositions des articles 38 à 40 du CCAG/FCS s'applique.

En complément de l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute peut intervenir sans mise en demeure préalable. En complément de l'article susmentionné, le marché peut faire l'objet d'une résiliation pour faute en cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles, notamment dans les cas suivants :

- Perte de moyen d'accès,
- Manquement aux obligations relatives à la sécurité, l'hygiène et à l'environnement,
- Manquement à l'obligation de confidentialité,
- Introduction d'un tiers non autorisé/entrée de personnel non habilité,
- Mauvais comportement d'un agent,
- Matériel ou produit non conforme au marché,
- Non remplacement du chef d'équipe,
- Défaut de réalisation des prestations,

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, l'Ifremer se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risque du titulaire en cas de manquement contractuel de sa part. La décision du pouvoir adjudicateur doit être motivé et notifié au titulaire.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

18. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

19. REGLEMENT DES LITIGES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'Ifremer et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R2197-23 et R2197-24 du Code de la Commande Publique. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation. En cas de recours, le litige est porté devant le tribunal compétent.

20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

* L'article 2 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS

* L'article 4.1.1 déroge à l'article 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/FCS

- * L'article 7.3 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS
- * L'article 8.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG/FCS
- * L'article 11 déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS
- * L'article complète 11 l'article 14 du CCAG/FCS
- * L'article 12.1.1 déroge à l'article 27.3 du CCAG/FCS
- * L'article 12.1.2 déroge aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG/FCS
- * L'article 12.1.2 complète les articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG/FCS
- * L'article 13 déroge à l'article 31 du CCAG/FCS
- * L'article 16 complètent l'article 41 du CCAG/FCS
- * L'article 16 déroge à l'article 41 du CCAG/FCS